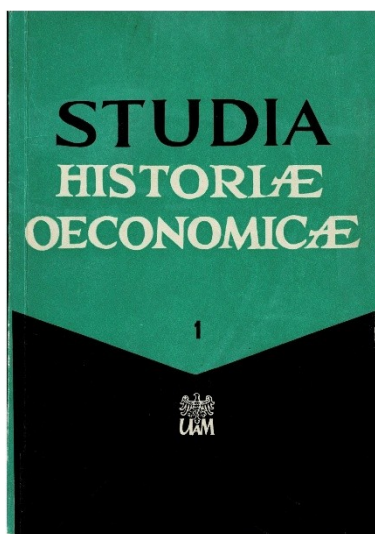




Pietrzak-Pawłowska, I. (1967) 'L'expansion de la région Lyon-St.-Étienne sur le territoire polonais après 1870', *Studia Historiae Oeconomicae*, 1, pp. 95–122.

<https://doi.org/10.14746/sho.1967.01.1.005>

<https://pressto.amu.edu.pl/index.php/sho/issue/archive>

The text was digitised from an earlier printed edition of *Studia Historiae Oeconomicae*. The digitisation process involved scanning, automated optical character recognition (OCR), and subsequent manual verification of the recognised text. The original source material is held by the Collegium Historicum Library at Adam Mickiewicz University, Poznań.
bch.amu.edu.pl

The task was carried out within the framework of the competition “Social Responsibility of Science II – Support for Scientific Libraries”. The project entitled “Digitization of archival editions of scientific journals collected by the Library of the Coll. Historicum of Adam Mickiewicz University”. The project was co-financed from state budget funds granted by the Minister of Science within the framework of the Programme Social Responsibility of Science II. Support for Scientific Libraries (agreement no. BIBL/SP/0092/2024/02 of 05.12.2024).

Total value of the project: PLN 247,236.00. Amount of co-financing: PLN 220,836.00.



UNIwersytet
IM. ADAMA MICKIEWICZA
W POZNANIU



Ministerstwo Nauki
i Szkolnictwa Wyższego



Spółeczna
Odpowiedzialność
Nauki II

Irena Pietrzak-Pawłowska

L'EXPANSION DE LA RÉGION LYON-ST.ÉTIENNE SUR LE TERRITOIRE POLONAIS APRÈS 1870

Les études comparatives sur le processus de la révolution industrielle en Europe sont liées au problème de l'industrialisation tardive des pays agricoles, entre autres des territoires polonais, ainsi qu'à celui de l'expansion sur ces territoires des capitaux étrangers d'investissement.

Actuellement dans l'historiographie universelle on entreprend des recherches sur la fonction des capitaux d'investissement, leur circulation sur le marché européen et sur les autres continents dans les trois aspects:

1° de la position des pays exportant les capitaux à la fin du XIX^e siècle, intéressés à la motivation historique de leur expansion provenant de l'initiative des entrepreneurs, ainsi que de la politique officielle des grandes puissances;

2° de la position des pays étant terrain d'importation de capitaux, des pays agricoles et à matières premières, retardés dans le développement de leur propre industrie, et attirés dans le rayon d'action des relations mondiales de marché aux XIX^e et XX^e siècles par la voie de l'exploitation des richesses naturelles et de la main d'oeuvre par l'étranger; l'historiographie de ces pays soumet à la critique le rôle des capitaux étrangers, motivant entre autres par les conséquences de leur politique leur propre retardement économique;

3° l'historiographie des relations économiques internationales adopte une position intermédiaire, démontrant l'interdépendance économique des pays „forts” et „faibles” après la révolution industrielle et à l'époque de la formation du marché mondial à la fin du XIX^e siècle, ainsi qu'en se référant aux relations économiques actuelles.

A la lumière des discussions qui ont lieu actuellement parmi les historiens et les économistes se concentrant sur les problèmes du développement économique et de la croissance économique, les recherches concrètes comparatives sur le processus de l'industrialisation des pays de l'Europe Occidentale et Orientale prennent du poids. Cette dissertation en est un fragment; elle est consacrée à l'analyse des conditions de l'industrialisation des territoires de la Pologne centrale à la fin du XIX^e

siècle, à l'époque où à la suite du partage politique ils constituaient en tant que Royaume de Pologne — (après 1815) partie intégrale de l'empire russe. Nous tâchons d'étudier les voies et les formes de pénétration des capitaux français, de démontrer les liens entre les transformations du vieux bassin houiller et sidérurgique Lyon-St.Etienne et du bassin nouveau de Dombrowa sur la frontière occidentale de la Haute Silésie étant au seuil de la modernisation (après 1870).

Les arrivés du bord de la Loire sont devenus ici les organisateurs d'entreprises industrielles modernes; nous reproduisons le mécanisme de la domination par le capital français des richesses de matières premières et des plus grands établissements de l'industrie lourde du Royaume.

Dans l'élaboration de cet article on a utilisé les actes cités ci-dessous des entreprises industrielles et de certains ensembles d'administration économique. Vu leur dispersion importante on les a rassemblés dans les archives polonaises (à Varsovie, Łódź, Katowice, Będzin), dans les archives centrales russes (principalement à Léninegrad) et aussi françaises (Archives Nationales). On les a complétés par de précieux actes de notariat à Varsovie et à Paris¹.

1. Les disproportions de la révolution industrielle et les relations de crédit

Le siècle de la révolution industrielle créait dans les phases consécutives d'importantes différences dans la cadence du développement de l'Europe et des autres continents — à l'intérieur de l'Europe entre les pays industriels et agricoles, ainsi qu'à l'intérieur des différents pays entre les régions industrialisées et semi-féodales.

Les disproportions de la technique et de l'économie au XIX^e, ainsi que les contradictions sociales de la nouvelle époque qui se dessinèrent avec le plus d'acuité aux pôles de l'Europe Occidentale et Orientale, favorisaient l'expansion économique des pays industrialisés. Dans la première phase, après la révolution technique cette expansion s'est avérée dans l'exportation des marchandises; dans la seconde phase, après la révolution dans la technologie du charbon, du fer et de l'acier, elle

¹ Liste des abréviations utilisées dans le texte: AN — Archives Nationales, Paris. CGIA — Centralnyj Gosudarstvennyj Istoriceskij Archiv (Archives Centrales Historiques d'Etat). PAP — Powiatowe Archiwum Państwowe (Archives d'Etat d'Arrondissement). WAP — Wojewódzkie Archiwum Państwowe (Archives d'Etat de Voïvodie).

Durant les recherches dans les Archives du „Crédit Lyonnais” j'ai beaucoup apprécié l'aide bienveillante de M. le Directeur E. Escarra ainsi que les informations de M. le Professeur Jean Bouvier; je les en remercie cordialement.

a complété l'exportation des marchandises et partiellement l'a remplacée par l'expansion des capitaux.

La révolution industrielle était accompagnée par un bouleversement sur le marché des marchandises et des crédits. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle l'Europe a vu une „révolution” des crédits: les maisons de banque privées travaillantes pour les besoins des vieilles monarchies devaient se transformer (comme ce fut le cas des Rothschild) ou abandonner la place aux banques de „type nouveau”². Ces dernières représentaient des compagnies anonymes par actions concentrant de grands capitaux engagés indirectement (par les opérations de crédit) ou directement (par le système de participation) dans les principaux investissements de l'industrie lourde ainsi que dans les équipements de base: routes, chemins de fer, etc.

Expansion, exportation ou transfert des capitaux? Les différences de la terminologie correspondent à l'évaluation, soit positive, soit critique, des objectifs, des tendances et des conséquences des opérations de crédit, entreprises officiellement par les gouvernements, ou bien anonymement par les banques à l'échelle internationale.

L'activité sur les axes principaux des relations internationales du marché financier de la Russie — Allemagne — France — Angleterre se façonnait dans deux phases: du libéralisme universel dans les transactions européennes (1860—1877), et ensuite dans celle du protectionnisme, qui progressivement élargissait son rayon d'action.

Dans la courte période de la politique de libéralisme économique, de larges „marchés orientaux” se sont ouverts en Russie pour l'exportation des marchandises industrielles des pays hautement développés. Pour la Russie c'était une période de la prépondérance allant vite en croissant de l'importation sur sa propre exportation (des produits agricoles et alimentaires), de la balance commerciale négative, de l'accumulation intérieure très maigre et des besoins d'investissement augmentants.

Les essais d'industrialisation capitaliste entrepris dans les années 1862—1872 par le ministre des finances M. von Reutern s'appuyèrent sur un système d'emprunts étatiques d'investissement, intérieurs et extérieurs.

La série d'emprunts russes pour la construction des chemins de fer

² R. Bigo: *Les banques françaises au XIX^e siècle*, Paris 1947. B. Gille: *La fondation du Crédit Mobilier et les idées financières des frères Péreire*. Centre de Recherches sur l'histoire des entreprises, Bulletin no 3, (dactyl.), juin 1954, du même auteur; *Documents sur la création des grandes banques d'affaires*. Histoire des entreprises, no 2, 1958.

D. S. Landes: *Vieille banque et banque nouvelle: la révolution financière du XIX^e siècle*. Revue d'histoire moderne et contemporaine 1956, III, p. 204—222.
J. Bouvier: *Les Rothschild*, 1^e édition, Paris 1960, II^e édition 1967.

assurés par la garantie du gouvernement a été réalisée par les maisons bancaires des Rothschild à Londres et à Paris (avec un taux d'intérêt de 4—5%). Ces emprunts ont suscité sur les bourses occidentales un intérêt beaucoup plus grand que les premiers essais d'investissements directs dans l'industrie, comportant ordinairement du risque. Dans une courte période de sept ans 1867—1873 le Ministère des Finances de la Russie a atteint près de deux milliards de francs à l'aide de l'émission de six emprunts étrangers pour l'équipement ferroviaire³.

La monopolisation des emprunts étrangers de la Russie par la maison des Rothschild était accompagnée par l'affluence de capitaux allemands vers l'industrie qui s'y développait plus intensément après l'abolition du servage de 1861.

Les effets de pénétration dans cette période des banques françaises de „type nouveau” engageant leurs capitaux directement dans l'industrie (Crédit Mobilier 1852—1862) n'ont pas donné de plus grands effets.

La France cependant, malgré la défaite militaire de 1870—71, la

³ W. Reutern: *Die finanzielle Sanierung Russlands nach der Katastrophe des Krimkrieges 1862 bis 1872 durch den Finanzminister Michael von Reutern*. Berlin 1914.

V. I. Bovykin: *Problèmes de l'histoire de la révolution industrielle, des crises et des banques en Russie*. Histoire des entreprises, no 4, 1959.

P. Laszczenko: *Istoriija narodnovo choziajstva SSSR*, vol. II, Moskva 1952, p. 156—163, 198—215. Ju. B. Soloviev: *Petersbourski Miegdounarodni Bank i fransouski finansovi kapital*, Troudy Leningradzkovo Otdielenia Institouta Istorii Akademii Naouk SSSR, Leningrad, tome IV, 1962, p. 377—407.

Les emprunts russes pour les constructions ferroviaires octroyés par les banques des Rothschild:

No	Année	Taux d'intérêt	Capital nominal en millions de francs	Cours d'émission (en francs)	Cours de bourse en 1872 (en francs)
1	1867	4%	300,00	61,5	77,0
2	1869	4%	277,75	65,5	77,0
3	1870	5%	302,40	80,0	92,0
4	1871	5%	302,40	81,0	91,0
5	1872	5%	378,00	89,0	90,5
6	1873	4,5%	378,00	—	—

La liste a été dressée d'après le prospectus de l'emprunt russe, comme plus haut, pour l'année 1872, Archives du „Crédit Lyonnais”, Lyon. Les opérations des Rothschild, voir: J. Bouvier: *Les Rothschild*, Paris 1967. L'endettement du gouvernement russe à titre des emprunts étrangers et intérieurs pour la construction des chemins de fer dans les années 1867—1877 a atteint 2275 millions de francs.

perte des provinces industrialisées du Nord-Est (Alsace et Lorraine) ainsi que malgré le fardeau du paiement de l'énorme contribution en faveur de l'Allemagne, ne s'est pas retirée de ses opérations de crédit sur le marché européen. A l'époque du paiement de la contribution le gouvernement donnait son appui à l'agrandissement de l'appareil bancaire pour s'assurer l'afflux des réserves financières intérieures. Non seulement la bourgeoisie mais aussi les rentiers et la petite bourgeoisie, en déposant leurs fonds et leurs économies dans les banques se sont mis en circuit de l'action de crédits et de fondation d'établissements industriels. En ce temps-là le capital financier a atteint en France un haut niveau de centralisation (Syndicat des établissements de crédit 1874). En résultat, l'abondance des réserves de crédit a causé l'abaissement par les banques du taux d'intérêt à 1,50%.

Dans ces conditions les tendances d'exportation de capitaux se sont accusées sous plusieurs formes: d'emprunts entre Etats sur la base de contrats bilatéraux, de placement de prêts de gouvernements étrangers sur le marché français, ou bien de transactions privées initiées par différentes institutions de crédit.

Au moment décisif du conflit de la Russie avec la Turquie en mai 1877 le gouvernement tzariste a obtenu des crédits du consortium des banques françaises (Crédit Lyonnais), allemandes (Mendelsohn, Berlin), hollandaises (Lippman, Rosenthal et Compagnie — Amsterdam). La banque Crédit Lyonnais, plaçant dans cette opération 6 millions de francs a obtenu un profit de 746 829 francs. Cette transaction a finalement influé la décision de la direction: on a fondé une agence du Crédit Lyonnais à Pétersbourg (1878) comme la première succursale permanente d'une banque française en Russie⁴.

L'expansion de capitaux français de crédits sur le terrain de la Russie se marquait par une beaucoup plus grande „mobilité” que celle du capital s'engageant dans les actions de fondation d'établissements industriels.

Cette structure caractéristique du capital français affluant en Russie assurait aux banques parisiennes une disponibilité et une vitesse d'opérations, dépendantes de la conjoncture changeante. Elle a frayé le chemin à des influences économiques et politiques dans la lutte permanente avec le capital allemand qui y était quantitativement en prépondérance. Cela a assuré progressivement le succès dans la domination du marché de crédit de la Russie (après 1886), l'élargissement des opérations d'emprunts d'Etat (après la conclusion de l'alliance franco-russe

⁴ J. Bouvier: *L'installation du Crédit Lyonnais en Russie tzariste et la pré-histoire des emprunts russes*. Revue d'histoire économique et sociale, tome 39, 1961, nr 1, p. 84 et suiv.

en 1893/1894), la dépendance des principales branches de l'économie russe à l'époque de la formation des blocs militaires. Dans la dernière décennie du XIX^e siècle le montant du placement des capitaux français et belges dépassait celui de l'Allemagne. La structure des capitaux français placés en Russie au début du XX^e siècle se présentait ainsi selon les rapports consulaires que les capitaux de prêts attinrent (en 1904) le somme de 6 090 000 000 de francs, tandis que ceux des investissements 792 000 000 francs, c'est à dire 11,5% seulement de la somme globale des capitaux français en Russie (6 966 000 000 francs)⁵.

La dislocation géographique des capitaux français d'investissement démontrait une concentration dans quelques régions industrielles:

Russie méridionale (Odesse, Kharkov)	300 000 000 francs
Russie centrale (région de Moscou)	242 000 000 „
Royaume de Pologne	180 000 000 „
Russie septentrionale (région de Pétersbourg)	25 000 000 „
Autres régions de la Russie	45 000 000 „
Total	792 000 000 francs.

Le Royaume de Pologne occupait donc une place importante dans les opérations d'investissement du capital français (23% environ). Par contre il n'était pas contractant dans les opérations d'emprunts d'Etat; il ne pouvait en tirer profit qu'indirectement par la voie de commandes gouvernementales adressées aux industriels du pays.

Le bassin de Dombrowa, vu sa position sur la frontière occidentale de l'empire russe dans le voisinage de la Haute Silésie (sous la domination prussienne) constituait pour les capitaux étrangers une excellente base d'investissement avec la perspective de réinvestissement et de débouché sur les marchés de la Russie et d'autres plus lointains — sur ceux de

⁵ Le „Bulletin Russe de statistique financière et de législation comparée” 1904, présente la composition suivante des capitaux français en Russie:

— en valeurs d'emprunts russes	6 090 000 000 francs
— dans les entreprises industrielles	792 000 000 „
— dans les entreprises commerciales	49 000 000 „
— dépôts dans les banques russes	18 000 000 „
— ressources privées des citoyens français	17 000 000 „
Total	6 966 000 000 francs

Voir P. Leroy-Beaulieu: *Des placements français à l'étranger*, L'Economiste Français 1880, nr 43.

A. Raffalowitch: *Les Finances de la Russie depuis la dernière guerre d'Orient (1876—1883)*, Paris 1883.

H. Lauwick: *La propriété industrielle en Russie*, Bruxelles 1909. Saint Maurice: *Les instruments modernes de la politique étrangère: les emprunts d'Etat*, Paris 1912.

Voir R. Girault: *Sur quelques aspects financiers de l'alliance franco-russe*. Revue d'histoire moderne et contemporaine 1961, I.

l'Asie. Ce fut un stimulant pour les premiers essais de l'action de fondation d'entreprises françaises sur le territoire du Bassin de Dombrowa à l'époque de la liquidation des établissements gouvernementaux houillers et sidérurgiques qui y existaient.

2. Le bassin de Dombrowa — Petersbourg

Le bassin de Dombrowa constituant au point de vue administratif la Région Minière Occidentale avec les établissements gouvernementaux qui s'y concentraient: Huta Bankowa (forges), fonderie près de Będzin, laminoir de zinc à Sławkowo, avec de riches terrains de charbon et de gisements avoisinants de zinc (arrondissement d'Olkusz) et de minéral de fer (dans la région de Częstochowa), avait toutes les conditions naturelles pour se transformer en région moderne de mines et de la métallurgie.

Par contre l'état des plus grands établissements constituant la propriété du trésor témoignait de la décadence toujours plus profonde au point de vue technique et économique. Leur faible productivité à l'époque du développement d'autres régions industrielles (Varsovie, Łódź) approfondissait le déficit du charbon, du fer et de l'acier, freinait le progrès général de la mécanisation dans les branches fondamentales de production dans le Royaume.

Parallèlement avec la liquidation des anciennes mines et des établissements sidérurgiques étatiques, des entreprises privées étaient créées dans le Bassin de Dombrowa. Des entrepreneurs allemands de la Haute Silésie y venaient soit individuellement, soit en tant qu'organismes de succursales des plus grandes firmes. Ils rachetèrent plusieurs mines et terrains miniers au compte de telles entreprises que: les Houillères de von Kramsta, les Houillères du Comte Renard, du Prince Hohenlohe-Oehringen et autres. Ces firmes travaillant sur le principe de la loi minière prussienne (de 1865) ne rencontraient au début aucune limitation. La structure de ces entreprises dominiales ou de sociétés de personnes (familiales) s'accommodait facilement à la législation en vigueur sur le territoire de l'empire russe et du Royaume de Pologne.

Dans la seconde phase de la liquidation des établissements gouvernementaux, après 1870, le capital allemand était moins actif car les investissements se concentraient alors dans le nouveau Bassin de Ruhr. Par contre le Bassin de Dombrowa attirait alors l'attention des représentants d'autres groupes industriels et financiers intéressés à la richesse de ses ressources de matières premières, par le bas prix de la main d'œuvre et les conditions favorables de débouché. La publicité de ces facteurs assurant un profit additionnel était faite d'un côté par les publications du Département des Mines à Pétersbourg à l'intention de

l'étranger, et d'un autre côté par les informations des consulats étrangers transmises par les services compétents aux cercles industriels et commerciaux ⁶.

La décision finale du Comité pour les affaires du Royaume quant à la liquidation par vente de l'ensemble des établissements gouvernementaux dans la Région Minière Occidentale (de février 1876) tombe à l'époque de la tension politique entre la Russie et l'Autriche-Hongrie annonçant l'éclatement de la guerre russe-turque. Dans cette situation les services compétents des autorités de l'Etat se guidaient certainement non seulement par des considérations d'ordre économique mais aussi politique lors du choix des contractants.

En résultat de la vente aux enchères qui a eu lieu (le 24 juin 1876) au Département des Mines du Ministère des Biens de l'Etat à Pétersbourg ce furent deux officiers russes: Alexis Plemiannikow, capitaine de la marine et Antoine Riesenkampf, capitaine de la garde qui obtinrent le droit d'acquérir l'ensemble des établissements miniers et sidérurgiques gouvernementaux à Dombrowa. C'étaient les représentants de familles nobles et de grands propriétaires fonciers établis en Lithuanie (Plemiannikow) et en Estonie (Riesenkampf), se frayant la voie par le service militaire à la carrière dans l'administration de l'Etat. Par l'achat des établissements gouvernementaux dans le Bassin de Dombrowa ils commencèrent une nouvelle étape dans l'activité de l'industrie et des finances à l'échelle internationale.

Le changement du titre de possession des établissements miniers et sidérurgiques anciennement gouvernementaux à Dombrowa se réalisait selon une procédure très longue et a traîné plus de deux ans. Il est difficile de constater si les formalités si longues provenaient seulement des exigences juridiques et comptables. Certainement cela était aussi dû aux négociations menées parallèlement par les acquéreurs avec des contractants étrangers en tant que fournisseurs de sommes indispensables pour solder les payements.

⁶ A l'occasion de l'exposition universelle (en 1878) le Département des Mines du Ministère des Biens de l'Etat a publié une brochure sous le titre: *Aperçu des richesses minérales de la Russie d'Europe*, Pétersbourg 1878. On y a divulgué entre autres l'opinion exagérée du professeur Barbotte de Marny: „L'énorme puissance de la couche de Dombrowa permet de dire qu'elle est l'une des plus remarquables du monde”.

Des informations courantes sont renfermées dans la série archivale: Correspondance Commerciale, Russie (Consulat de), Varsovie, vol. 5—8, Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Paris, ainsi que la série des imprimés: Bulletin du Ministère du Commerce, Moniteur Officiel du Commerce. Ce dernier renferme des publications précieuses du secrétaire de l'ambassade française à Moscou, M. Versiwaere.

Seulement après avoir fourni les 20% de la somme globale de vente fixée finalement à 1 398 536 roubles⁷, exigence découlant des conditions de la vente aux enchères, et après avoir garanti le paiement du reste de la somme dans une période de 36 ans et demi (en tant que crédit de 5%), on a élaboré au Département des Mines avec les acquéreurs un contrat vente-achat, légalisé par—devant—notaire à Będzin (le 10 octobre 1878). On a stipulé que jusqu'au temps du versement de la totalité de la redevance (jusqu'en 1909) les propriétaires ne pourront pas vendre les terrains acquis et les établissements sans l'autorisation du Ministère des Biens de l'Etat. C'était une clause à caractère semi-féodal, garantissant les intérêts du trésor. Elle s'est avérée très propice pour les acquéreurs qui profitaient d'une très haute rente foncière sur les terrains industrialisés.

Le contrat de vente⁸ reconnaissait le titre de possession à Alexis Plemiannikow et Antoine Riesenkauf (en parties égales) quant à l'ensemble des immeubles comprenant:

1. Les établissements sidérurgiques "Huta Bankowa" avec l'équipement et les terrains y appartenant dans le village Dombrowa.
2. Les terrains dans l'arrondissement de Będzin (dans les villages Siemonia, Mierzęcice, Nowa Wieś et Góra Siewierska) avec les mines de minerai de fer se trouvant là.
3. Les mines de charbon dans le Bassin de Dombrowa: Ksawery (Xavier) avec le puit Koszelew, Nowo Łabędzki et Cieszkowski, avec le puit Alexander (Alexandre) et les terrains miniers leur appartenant.

La dislocation des immeubles gouvernementaux vendus démontre que leur localisation géographique projetée autrefois comme ensemble de mines de houille, de minerai de fer et d'établissements sidérurgiques interdépendants sur le plan de la production était concentrée principalement entre Dombrowa et Będzin⁹.

En même temps les acquéreurs des anciens établissements gouver-

⁷ Je cite dans le texte les dates des documents selon le nouveau style, dans les notes les dates sont doubles. Le prix de vente d'après l'extrait des actes hypothécaires de la „Huta Bankowa”, exécutés au Département des Hypothèques du Tribunal d'Arrondissement à Kielce le 28 juin /10 juillet 1880. WAP, Varsovie, Notariat, Chancellerie de Z. Wasiutyński 50/29 nfl. Ce même prix est cité dans les actes de la Société „Huta Bankowa”, PAP Będzin B-7, nr 60 k.2.

⁸ Le contrat vente-achat, légalisé le 28 septembre /10 octobre 1878 par-devant-le-notaire Przesmycki à Będzin, fut complété par la clause de prestations matérielles dont furent chargés les propriétaires en faveur de mines gouvernementales. Enregistrement hypothécaire du 7/19 juin 1880.

⁹ Accord d'A. Plemiannikow avec la Société „Huta Bankowa” du 14/26 novembre 1899 et accord d'A. Riesenkauf avec cette même Société du 18/31 octobre 1902. Annexe aux extraits hypothécaires WAP, Varsovie, Notariat 50/29 comme supra.

nementaux faisaient des démarches à Paris et à Lyon pour gagner à leur cause des contractants qui apporteraient non seulement des capitaux mais aussi l'équipement et les connaissances techniques indispensables à la modernisation des établissements. Quand en 1877 A. Plemiannikow a obtenu en plus de l'Office de la Région Minière de Będzin de nombreuses terres riches en minerai de fer et des terrains pour l'extraction de l'argile ignifuge et les a achetés partiellement en association avec A. Riesenkampf à l'intention d'une société future, ils ont appelé ces champs des noms de leurs associés français¹⁰.

Finalement, en vertu des décisions prises à Pétersbourg et sur le principe des actes de la vente aux enchères, et ensuite de ceux de vente-achat dans les années 1876—1878 on a procédé à la désétatisation de l'ensemble principal des mines et des établissements sidérurgiques de la Région Minière Occidentale. Leur prise en possession par des acquéreurs individuels fut le début d'un agrandissement ultérieur des entreprises liées au capital français.

Les acquéreurs n'étaient point du tout — comme on le soupçonnait — uniquement des „prête-noms” du grand capital bancaire et industriel. Dans la division des fonctions entre les contractants ils jouèrent un rôle important: ils assuraient pour les nouvelles entreprises et dans leur propre intérêt la protection des autorités tzaristes de tous les échelons, la concession pour l'exploitation des gisements de matières premières, des commandes de production et des crédits, ce qui favorisait un développement rapide des établissements cités.

Le tournant dans la structure de la propriété des mines et de la sidérurgie du Royaume de Pologne en 1880 environ a ouvert la voie pour la dernière phase de la révolution industrielle. Elle s'est déjà réalisée sur la base d'entreprises privées séparées, dans des conditions tout à fait différentes de celles d'un demi siècle auparavant, quand les essais d'industrialisation dirigés centralement étaient entrepris et financés par les autorités minières de l'Etat.

Dans les années 1880 l'unité économique de base devint l'entreprise moderne à plusieurs établissements, „combinée”, du type de société anonyme fondée sur des capitaux propres centralisés (anonymes), ainsi que sur des crédits bancaires. Cette forme d'organisation permettait d'entreprendre de grands investissements, la modernisation technique

¹⁰ Selon l'attestation de l'Office des Mines de Będzin du 27 mai (9 juin) 1908, no 560, Alexis Plemiannikow a obtenu en possession les champs par l'acte du 25 novembre (7 décembre) 1877.

No 110 (Félix Verdié)

„ 111 (Jeanne)

„ 112 (Lucien Arbel)

„ 113 (Emile Crozet)

No 114 (Clamens)

„ 115 (Casimir)

„ 116 (Alexis)

„ 117 (Francine)

des établissements, leur spécialisation et leur concentration, l'abaissement des coûts de production et l'obtention d'un taux de profit plus élevé que dans des „fabriques” individuelles.

3. Le bassin de Dombrowa et la Région Lyon—St. Etienne

Parallèlement à la privatisation des établissements gouvernementaux miniers et sidérurgiques dans le Bassin de Dombrowa les acquéreurs officiels entreprirent des démarches dans les coulisses en vue d'obtenir l'appui des capitaux étrangers pour la mise en marche et l'exploitation des entreprises. Ces opérations se réalisaient à l'aide d'une chaîne d'intermédiaires clandestins et officieux sur la ligne Dombrowa—Péttersbourg—Paris—Lyon—St. Etienne. Sur les territoires du Sud-Est de la France, dans la région Lyon—St. Etienne se concentrèrent en effet dans la première moitié du XIX^e siècle les plus grands centres de l'industrie lourde.

Lyon constituait un point commercial de bifurcation sur la voie de navigation intérieure (Rhône—Saône—Rhin); en tant que grand centre de l'industrie de la soie il possédait des relations commerciales étendues avec les pays du bassin de la Méditerranée et avec les pays du Proche et de l'Extrême Orient. La navigation maritime par Marseille unissait les intérêts des industriels lyonnais, entre autres, avec les ports de la Mer Noire, l'Odesse et les ports du Caucase.

Le XIX^e siècle a transformé le caractère de cette ville en associant à cette région le centre minier, sidérurgique et métallurgique de St. Etienne¹¹. Les capitaux accumulés dans l'industrie textile trouvaient un placement de plus en plus favorable dans les mines et les forges avoisinantes. Après 1848 de nombreuses entreprises modernes se transformèrent en sociétés anonymes. Les intérêts unifiés des capitaux commerciaux et industriels étaient desservis par les banques locales qui effectuant de grandes transactions rivalisaient avec les banques parisiennes. Les banquiers étaient en même temps fondateurs et représentants de l'industrie lourde et des constructions ferroviaires. Bien vite Lyon devint le second après Paris grand centre industriel et commercial.

Après 1870, en France, dans la phase du développement des régions industrielles modernes sur la base du minerai de fer à grande valeur et

¹¹ L. J. Gras: *Histoire économique de la métallurgie de la Loire*, Saint-Etienne 1908. M. Perrin: *La région industrielle de Saint-Etienne*, Etude de géographie économique, Tours 1937. J. Labasse: *Les capitaux et la région, Essai sur le commerce et la circulation des capitaux dans la région lyonnaise*, Paris 1955. M. Laferrère: *Lyon, ville industrielle. Essai d'une géographie urbaine, des techniques et des entreprises*, Paris 1960. A. Kleinclausz: *Histoire de Lyon*, tome III, de 1814 à 1940, Lyon 1952.

du charbon de coke, la position des anciens bassins a changé. Tandis que dans le Nord de France se développait la fonderie du fer et de l'acier (dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais), dans la région méridionale de la Loire, dépourvue de minerais plus précieux, on les faisait venir des rivages de la Méditerranée (Algérie). Ne pouvant pas cependant faire face à la concurrence des grands combinats du Nord dans les années de la crise européenne (1873) et de la dépression (1875—1878), la région Lyon—St. Etienne perdait progressivement son dynamisme de développement et limitait sa production. Défavorisés sur un marché plus large en raison de conditions naturelles moins avantageuses, une partie d'entrepreneurs s'engagea à changer l'assortiment de la production. Se retirant de la métallurgie lourde dans la région de Saint-Etienne on a élargi l'industrie de construction de machines et chimique.

Pour les entreprises qui ont conservé leur ancien profil de métallurgie lourde on cherchait des débouchés sur les terrains „retardés” des pays méridionaux (Espagne, Italie, Autriche—Hongrie). L'exportation de produits lourds est progressivement remplacée sur les terrains plus lointains par l'exportation de capitaux d'investissement, dirigés vers des territoires riches en matières premières et combustibles, assurant de grands profits dans les constructions ferroviaires qui s'y développaient ¹².

Dans les années 1870 l'étendue de l'expansion économique de la France s'élargit sur les pays balkaniques et la Russie, y compris les terres polonaises. Ces terrains devinrent le champ d'une action vive des représentants de la région Lyon—St. Etienne, qui initiaient des fondations dans les houillères et la sidérurgie de Bassin de Dombrowa, de la région du Don et en Oural.

Le début à la formation de sociétés mixtes avec le groupe d'entrepreneurs français fut donné par la participation de leurs représentants dans la Commission de Spécialistes qui en mars 1877 a passé en revue à Dombrowa les mines et les établissements vendus aux enchères. La représentation y était assurée par l'ingénieur Chaper, délégué de la Direction de la Banque Franco-Italienne, François Félix Verdié, directeur de la Société Anonyme des Forges et des Acières de Firminy (Saint-Etienne), l'ingénieur J. Clamens de la firme Crozet.

L'évaluation pessimiste de l'état des mines et de l'équipement des forges de „Huta Bankowa” en tant que dépassés techniquement, correspondait à l'état réel. Mais en outre, cela était lié à l'offre du groupe

¹² E. R. Cameron: *L'exportation des capitaux français 1850—1880*, Revue d'histoire économique et sociale 1955, p. 347—353. Du même auteur: *France and the Economic Development of Europe 1800—1914*, New York 1961.

français d'effectuer la reconstruction de la „Huta Bankowa” par l'importation de l'équipement démonté dans leurs propres établissements de Firminy ou de Crozet. C'était une mesure tendant à la mise en marche plus rapide de la „Huta Bankowa” et à y réaliser les esprérés commandes gouvernementales de rails, mais c'était aussi en même temps un exemple classique d'exportation d'équipement technique vers un pays „attardé”.

L'affaire de la reconstruction des forges de „Huta Bankowa” avait intéressé le plus vivement un cercle d'ingénieurs, représentants des établissements de Firminy (Saint-Etienne). Ils étaient représentés par Félix François Verdié et ses frères: Eugène et Xavier¹³. C'étaient des spécialistes hautement qualifiés dans le domaine de la technique moderne de la fonte de l'acier, cofondateurs des établissements sidérurgiques, transformés en société en commandité, et ensuite en 1867, en société anonyme (Société Anonyme des Forges et des Aciéries de Firminy avec un capital de 3 000 000 francs). Cette entreprise de grandeur moyenne avait fortement ressenti les années de dépression (1869), de la guerre franco-prussienne et de la nouvelle crise après 1873. Toutefois F. F. Verdié en tant que directeur assumait sa direction avec succès malgré une conjoncture défavorable. Il a transporté le modèle du statut de la société de Firminy ainsi que sa politique financière sur le nouveau terrain d'action dans le Bassin de Dombrowa.

Les stimulants pour le capital français de s'y engager découlaient de la situation de dépression de la métallurgie de la région Lyon—St. Etienne ainsi que de même de la perspective favorable en prévision quant à la production et le débouché sur le terrain du Royaume de Pologne et de la Russie. Les commandes espérées concernant la fourniture de rail, d'acier ainsi que d'autres formes de protection étatique constituaient le motif engageant les futurs fondateurs, et en même temps étaient la justification pour leurs démarches en vue d'une importation sans paiement de douane de l'équipement indispensable à la reconstruction de grands fourneaux, d'aciéries et de laminoirs.

¹³ Félix François Verdié (né en 1810 dans la région de Toulouse) a reçu de son père avec son frère Xavier des forges où ils travaillèrent tous les deux pendant plusieurs années. Ensuite F. F. Verdié est passé aux établissements de la société anglaise des frères Jackson qui occupait une des premières places au point de vue de la technique de la fonderie de l'acier. Leur première propre firme fondée par F. F. Verdié à Lyon a fait faillite en 1848. A son tour il participa à une société à commandité de fonderie à Lorette où il effectua les premiers essais de production de rails de fer à surface d'acier. Après la fondation de la société de Firminy F. F. Verdié en assumait la direction avec beaucoup de succès. Dans les années 1865—1866 il participa aux essais de nouvelles méthodes de fonderie de l'acier avec leurs auteurs Siemens et Martin, ainsi qu'il les appliqua le premier à l'échelle industrielle.

Nous pouvons observer dans le Bassin de Dombrowa la pénétration des capitaux français sur la base de la documentation fondatrice de ces sociétés anonymes qui prirent en possession les anciens établissements gouvernementaux.

La procédure d'établissement des sociétés anonymes sur le terrain de l'Etat russe d'alors était régie par les prescriptions vieilles du Code Commercial de 1836 selon les principes du système de concessions. Elles exigeaient la déposition d'une demande de fondation avec le projet du statut par les instances compétentes de l'administration générale au Ministère des Finances d'où on le transmettait au Comité des Ministres, et en cas de la participation des fondateurs étrangers au Conseil d'Etat et à l'approbation personnel du tzar. Cette procédure onéreuse de démarches et le contrôle de l'Etat engageaient les entrepreneurs étrangers à chercher d'autres voies.

Il était admissible que fonctionne en Russie une société anonyme fondée sur le principe du droit étranger mais cela exigeait toutefois la réalisation des exigences de la législation russe de concession. Cependant la législation d'enregistrement¹⁴, en vigueur dans la majorité des pays ouest-européens (en France à partir de 1867) prévoyait une procédure énormément simplifiée. Une déclaration des fondateurs, un projet de statut d'après les normes générales en vigueur et une estimation de l'état du patrimoine légalisée par-devant-notaire donnaient le droit de convoquer l'assemblée constituante des actionnaires pour adopter les résolutions constitutives indispensables du point de vue du statut. L'acte officiel constituait l'enregistrement de la société nouvellement fondée au Tribunal de Commerce compétent sur la base des actes de fondation, légalisé par-devant-notaire et du procès-verbal de l'assemblée constituante des actionnaires.

Les conditions générales juridiques et organisationnelles onéreuses pour l'action de fondation dans l'industrie russe étaient liées à la tendance dominante des autorités tzaristes à préserver la propriété semi-féodale de la terre.

En résultat on créa dans l'industrie des sociétés mixtes: la propriété des terres et des immeubles y représentaient les sujets russes, tandis que les capitaux et l'équipement technique y étaient apportés par les

¹⁴ Annales de droit commercial et industriel français 1886—1914. L. Tripier: *Commentaire de la loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés*, Paris 1867. Y. Gyt et A. Rafałowitch: *Dictionnaire du commerce, de l'industrie et de la banque*, Paris 1898—1901. J. Escarra: *Manuel de droit commercial*, tomes I—II, Paris 1947, H. David: *Le droit français*, tomes I—II, Paris 1960, P. Roubier, *Le droit de la propriété industrielle*, tomes I—II, Paris 1952—1954. Le Code de Commerce en vigueur dans le Royaume de Pologne (publié avec le commentaire de J. Namitkiewicz), Warszawa 1918.

contractants étrangers. Ce schémat était modifié par les conditions concrètes dans lesquelles on créait les nouvelles entreprises. De règle cependant leur direction se plaçait dans les centres lointains de l'Europe Occidentale, entre autres à Paris et à Lyon où se formèrent de nouvelles formes de gestion des entreprises „téléguidées”.

4. Les entreprises de nouveau type dans le Bassin de Dombrowa

Les acquéreurs du complexe des mines gouvernementales et des établissements sidérurgiques à Dombrowa ont créé en accord avec les contractants français et sur la base des concessions acquises, deux entreprises séparées sur les terrains avoisinants, et partiellement sur les mêmes, y comprises les mines sous la surface des terres des forges de „Huta Bankowa”.

En vue de procéder à l'exploitation des mines et à leur agrandissement ils ont conclu le 15 août 1876 un contrat de gérance avec la Banque Franco-Italienne (Lyon—Paris) qui en revanche a accepté de solder durant plusieurs années le reste de redevances à l'égard du trésor, de A. Plemiannikow et de A. Riesenkauf (1 040 000 roubles)¹⁵.

La Banque Franco-Italienne (avec un capital de 30 millions de francs) a décidé de céder ses droits de gérants à la société anonyme. Elle était représentée dans les négociations ultérieures par son directeur Edouard Pasteur et l'un des membres de la direction de la Banque (Halphen). Les propriétaires des mines étaient représentés à Paris par Casimir Strzelecki, conseiller d'Etat. Il est chose remarquable que l'acte de plein pouvoir pour C. Strzelecki de la part de A. Plemiannikow prévoyait de très larges prérogatives: de représenter les intérêts dans les relations avec les autorités des Etats étrangers (France, Belgique), auprès des organes judiciaires et d'arbitrage, des offices et des institutions commerciales, industrielles et de crédit, de participer dans d'autres actions de fondation, de conclure des contrats et des conventions etc.¹⁶

En outre les cofondateurs de la nouvelle société anonyme furent: un

¹⁵ A. Plemiannikow a obtenu le 21 juillet (9 août) 1876 l'autorisation du Comité pour les Affaires du Royaume de Pologne de passer un contrat avec la Banque Franco-Italienne. On dressa le contrat à Varsovie à la chancellerie du notaire Al. Preiss le 3/15 août 1876. WAP, Varsovie, Notariat 140/3. La redevance due au Trésor de 1 040 000 roubles avec 5% par an, y comprise l'amortisation, la Banque Franco-Italienne s'est engagée à la verser dans la période de 36 ans et demi, à partir du 30 juin 1878. On enregistra le contrat à Paris le 6 décembre 1878. Voir: le Statut de la Société Française et Italienne, chapitre III, article 15.

¹⁶ Société Française et Italienne des Houillères de Dombrowa, AN Paris 65 AQ, L 137, 1—2, Documentation imprimée de l'entreprise, entre autres le Statut 1890. En polonais: Statut Towarzystwa Francusko-Włoskiego Dąbrowskich Kopalń Węgla. PAP, Będzin, B-17, nr 4.

banquier parisien (Artur Blacque) et des représentants du groupe d'entrepreneurs de la région Lyon—St. Etienne qui interceptèrent en ce temps là la gérance de la „Huta Bankowa”; ce sont les ingénieurs Gabriel Chanove et Eugène Verdié qui agissaient en leur nom.

La société anonyme enregistrée à Paris sous l'appellation „Société Anonyme Française et Italienne des Houillères de Dombrowa” a été créée pour la période 90 ans (du 30 VI 1876 au 30 VI 1966). Elle a intercepté de la Banque Franco-Italienne les droits de gérance et d'exploitation des mines et des champs miniers avec la réserve selon l'accord du 15 août 1876 du droit d'exploitation du charbon sous les établissements et les possessions de la „Huta Bankowa”. En outre la société a pris en possession le patrimoine mobilier des anciennes mines gouvernementales se trouvant sur place à Dombrowa et dans les magasins auprès des gares de chemins de fer (à Łódź et à Varsovie), ainsi que de même la clientèle, les contrats et les accords, conformément au bilan effectué le 30 juin 1878, date de la première année d'opération de la nouvelle société.

La structure financière de la Société Anonyme Française et Italienne des Houillères de Dombrowa était formellement complexe. Le titre de possession du patrimoine immobilier était conservé par A. Plemianikow et A. Riesenkampf qui durant 36 ans et demi, c'est-à-dire pendant que devait durer l'accord de gérance, devaient prendre possession de tous les immeubles vieux et nouveaux.

La société anonyme — conformément au statut (article 7) — a émis 12 000 actions, (500 francs l'une), formant ainsi un capital de premier établissement de 6 millions de francs. En outre on a créé 12 000 parts bénéficiaires qui devaient servir à la division future des actifs et des profits de la Société.

La Banque Franco-Italienne s'est assurée dans le Statut (article 6), en tant qu'équivalent de paiements effectués au nom des acquéreurs au compte du trésor — un paquet de 9096 actions entièrement payés, ainsi que l'entité des 12 000 parts bénéficiaires. Elle devint ainsi le propriétaire principal des valeurs d'alors et futures de la société anonyme, des dividendes et des profits qui après la soustraction des frais d'exploitation et d'investissement ont été versés à la caisse de la banque à Paris. Le reste de 2904 actions incombait aux cofondateurs de la société anonyme¹⁷.

¹⁷ Société Française et Italienne des Houillères de Dombrowa, leur passé, leur situation actuelle et leur avenir, Paris 1879; en connection avec l'émission des actions on a publié une brochure spéciale sur la Société Française et Italienne avec des informations sur les mines, le plan de situation et l'état des finances de la Société.

On a publié à ce sujet dans le „Messager de Paris” plusieurs articles, nr 14,

Selon le statut (article 29) la possession de 20 actions assurait une voix à l'assemblée générale; le même actionnaire ne pouvait avoir plus de 50 voix (représentant 1000 actions). Le paquet d'actions de la Banque Franco-Italienne était donc représenté par dix membres de sa direction.

Les intérêts de la société étaient gérés par un Conseil d'Administration avec siège à Paris, se composant de 7 à 15 membres élus formellement par l'Assemblée Générale dans laquelle les représentants de la Banque Franco-Italienne possédaient la voix exclusive. Ce nouveau type d'activité fondatrice: la prise en main directe de la majorité des actions d'une société par la banque constitue l'exemple classique de sa fonction de „nouveau type” en vue d'obtenir un taux d'intérêt plus élevé des capitaux (propres et déposés); cela n'aurait pas été possible dans de normales opérations de crédit. Il en découlait une politique financière spécifique à ces entreprises: de maigres fonds d'investissement, des démarches pour obtenir de hauts profits et dividendes à l'immédiat.

La formation de la société anonyme pour la prise en possession et l'exploitation des établissements des forges de „Huta Bankowa” était tout à fait autre. Elle est d'autant plus intéressante pour nous que jusqu'à présent nous n'en connaissons pas les détails et pourtant elle a donné commencement à d'autres „créations” semblables dans l'industrie sur le territoire de la Russie.

La première étape de l'organisation formelle d'une nouvelle entreprise était constituée par l'accord passé entre A. Plemiannikow et l'ingénieur Verdié concernant la création à Paris d'une société de personnes sur la base de la loi française (de 1867), en vue de l'exploitation des établissements de la „Huta Bankowa” à Dombrowa. A. Plemiannikow a obtenu pour cela l'autorisation du Comité pour les affaires du Royaume de Pologne (le 4 VII 1877), y comprise l'acceptation des conditions prévues par le statut de la société¹⁸.

La société de personnes enregistrée à Paris sous la firme „Etablissement Plemiannikoff et Verdié” avait le droit d'émettre une souscription de capital de 4 000 000 francs, soit de leurs propres moyens, soit par la voie de société anonyme (article 2).

L'acte de concession déterminait comme objectif de la société: la mise

17 et 20 de 1879. La Maison de Banque à Paris a publié deux circulaires spéciales, propageant l'émission annoncée: Circulaire Financière de la Maison de Banque et de Commission I. Kolisch, nr 4, 5, 1879.

Le membre de la direction de la Société Française et Italienne, délégué en permanence à Dombrowa fut l'ingénieur Matheron.

¹⁸ La demande de Plemiannikow adressée au Département des Mines du Ministère des Biens de l'Etat le 20 avril /2 mai 1877 a reçu l'appui du gouverneur général de Varsovie. La réponse du 22 juin /4 juillet 1877 selon une copie légalisée à Paris le 25 juillet 1877, Greffe du Tribunal, no 1383, p. 43—47.

en marche de l'établissement pour la production de rails d'acier et son exploitation durant 16 ans. Il engageait l'ingénieur Verdié à: installer dans la „Huta Bankowa” des forges, la mise en marche de la production de fer et d'acier, ainsi que de la production de rails et de matériaux pour les chemins de fer dans des dimensions non moindres qu'un million de poudes par an (16 380 tonnes). La grandeur de la production ainsi limitée constituait presque autant que produisaient à cette époque toutes les forges du Royaume de Pologne réunies.

En outre l'ingénieur Verdié s'est engagé (article 3) à réaliser toutes les commandes gouvernementales de rails sans acompte, en échange uniquement de la permission d'importer sans taxe douanière des machines et des matériaux indispensables à la construction d'un nouvel établissement.

La transformation de la société de personnes bilatérale en société anonyme a eu lieu trois semaines après. Le statut de fondation de l'entreprise de nouveau type sous l'appellation: „Société Anonyme des Forges et Aciéries de Huta Bankowa (Etablissement Plemiannikow et Verdié)”, légalisé par-devant-notaire le 28 juillet 1877 auprès du Tribunal de Commerce d'Arrondissement devint l'acte normatif de base pour activité beaucoup plus élargie¹⁹.

Le but stipulé par le statut de la société (article 2) était: 1° „l'agrandissement, le perfectionnement et la reconstruction de l'établissement sidérurgique „Huta Bankowa”, 2° l'exploitation de l'établissement et des mines de minerai de fer y appartenant, pris en mains par la société pour une gérance de 36 ans; 3° une activité générale d'entreprise dans la sidérurgie et une activité commerciale liée à cela sans aucune réserve”.

La détermination de ces tâches de la société (dans les points 1 et 2), liées à la situation concrète des établissements, engageait les fondateurs à y effectuer un „bouleversement technique”. Et ce dernier point ouvrait la perspective d'un développement ultérieur de l'entreprise dans des formes plus précisément indéfinies et se façonner dépendamment des conditions dans la période suivante après avoir atteint une pleine productivité.

La structure de propriété de la Société des Forges et Aciéries de „Huta Bankowa” à Dombrowa était déterminée par le statut autrement que dans la Société Française et Italienne.

¹⁹ Le projet du statut de la Société Anonyme „Huta Bankowa”, signé au nom des fondateurs par C. Strzelecki et Eug. Verdié, a été notifié à la chancellerie du notaire J. Dufour déjà le 22 juin 1877. Voir: Société Anonyme des Forges et Aciéries de Huta Bankowa à Dombrowa au capital de six millions trois cent mille francs. Etablissement Plemiannikow et Verdié. Statut. Imprimé à Lyon en 1880.

Pour la documentation imprimée de l'entreprise, y compris le statut de 1880, 1901 et dans sa rédaction amendée de 1909 voir AN, Paris 65, AQ, K 110, 1—3.

Les apports de patrimoine des cofondateurs russes étaient de beaucoup plus grands que ceux du côté français. Le statut de la société (chapitre II, article 6) contenait une énumération précise des immeubles et de l'équipement apportés à titre de propriété par A. Plemiannikow (conjointement avec A. Riesenkauf).

Vu les besoins des organisateurs de la nouvelle entreprise on a établi l'estimation de la valeur du patrimoine de la „Huta Bankowa” et des mines de minerai de fer en trois parties:

1. Mines de minerai de fer	4 347 609 francs
2. Terrains miniers	120 000 „
3. Etablissements de la „Huta Bankowa”	1 788 416 „
Total	6 256 025 francs

L'estimation globale en approximative établie à 6 300 000 francs devint la base pour fixer du montant du capital d'action et de valorisation de l'apport des propriétaires par un paquet de 12 000 actions à 500 francs l'une (entièrement payées)²⁰.

Ce qui est frappant c'est l'estimation très forte des mines de minerai de fer, basée sur des calculs hypothétiques de leur productivité (appréciée à 18 000 000 de tonnes) ainsi que l'estimation faible de la valeur de l'équipement des établissements „Huta Bankowa”. Il fut donné en gérance à la société pour une période de 36 ans (avec une date établie par-devant-notaire du 14 X 1877 au 13 X 1913).

En outre après une période de 36 ans de gérance les propriétaires devaient prendre en possession les immeubles et l'équipement de la „Huta Bankowa” dans leur état d'agrandissement sans aucun règlement de comptes additionnel. Ces conditions de l'accord étaient sans aucun doute favorables pour leurs propriétaires.

Si cependant les propriétaires russes s'assuraient une rente favorable à long terme, les contractants français fondaient leurs calculs sur les profits de production. Ils estimaient que l'exploitation du minerai de fer du lieu à 35% leur assurera, vu les prix prévus dans les commandes gouvernementales, un abaissement des coûts qui durant huit ans devrait couvrir la valeur estimée de tout l'apport des propriétaires²¹.

²⁰ L'estimation basée sur la vision locale, effectuée avec une commission du Ministère des Biens de l'Etat en mars 1877 par deux membres futurs de la direction de la société, les ingénieurs J. Clamens et E. Verdié. Le premier est resté à Dombrowa pendant un mois. Rapport de la Commission nommée pour la vérification des apports de la Société (Anonyme de Huta Bankowa), 20 août 1877.

²¹ Voir: Le „Rapport de la Commission” de supra prévoyait notamment l'emploi de 150 000 tonnes de minerai de fer, une baisse des coûts de 5 francs par tonne, c'est-à-dire 750 000 francs par an.

Le capital de la société établi (article 7) pour la somme de 6 300 000 francs est resté inchangé jusqu'en 1908. Il était réparti en 12 000 actions au prix nominal de 500 francs. On a remis aux propriétaires des immeubles et des établissements de la „Huta Bankowa” le paquet de 12 000 actions, qui leur était dû, en deux parties — 9000 lors de l'enregistrement de la société et 3000 après le règlement des inscriptions hypothécaires à Będzin (le 10 octobre 1878)²².

Les autres acquéreurs d'actions devaient prouver d'avoir versé en tout avec la déclaration de souscription un premier terme (versement de 250/0). On versait trois autres termes, conformément à la procédure prévue par la législation française, après avoir réglé toutes les formalités juridiques de la constitution de la société²³.

On a élaboré l'acte de déclaration à Paris le 7 juillet 1877. Sur sa base les représentants du groupe français fondateur et deux outsiders sont rentrés en possession des 600 actions de la société „Huta Bankowa”, restées à vendre. La liste des personnes — actionnaires fondateurs annexée à la déclaration — nous permet de prendre connaissance de la structure de ce groupe du point de vue de la dislocation territoriale et du profil professionnel — social. Les représentants de la région Lyon—St. Etienne étaient en grande majorité (800/0) et parmi eux les plus nombreux étaient les représentants de la „Société des Forges et Aciéries de Firminy”: sept actionnaires étaient en possession de 210 actions, c'est à dire de plus de 300/0 du nombre total. En premières places se sont trouvés F. F. Verdié, directeur de Firminy, l'ingénieur Eugène Verdié, le vice-directeur Jean Poyeton et les ingénieurs Jules Mirc et Herniet. En outre il y a eu deux chefs des divisions administratives (division financière et division de production).

C'était sans doute l'élément le plus actif du groupe fondateur, engagé ensuite dans l'organisation et la reconstruction des forges de „Huta Bankowa” à Dombrowa.

Ensuite le second ensemble le plus nombreux, toutefois pas si homogène, provenait de la région minière et sidérurgique de Saint-Etienne: 6 actionnaires — 85 actions. Il était représenté par un directeur de mine, un ingénieur des mines, trois commerçants et par le directeur de la succursale de la Banque de France à Saint-Etienne.

Les autres actionnaires se recrutaient des centres industriels avois-

²² Selon le Statut (article 9) les actions (numérotées) pouvaient être souscrites „au porteur” ou personnelles. Le paquet de 12 000 actions personnelles a été divisé en deux parties égales entre A. Plemiannikow et A. Riesenkauf.

²³ Liste de Souscription et état des versements. Société Anonyme des Forges et Aciéries de „Huta Bankowa” à Dombrowa (Pologne-Russe). Acte notarial du 7 juillet 1877. Greffe du Tribunal nr 1383, p. 36—38.

nants: Rive de Gier (2), Chauchon (3), Ricamarie et autres. De Lyon un seul cofondateur a donné son accès et un commerçant (25 actions). De Paris — cinq noms dont le plus illustre: Gabriel Chanove — ingénieur civil, polytechnicien, (10 actions). Il était en même temps, avec Eugène Verdié, le cofondateur de la Société Franco-Italienne et ensuite de quelques autres entreprises sur le territoire du Royaume de Pologne et de l'Etat Russe.

Parmi les actionnaires notés à Paris on aperçoit les noms de deux outsiders: Ladislas Zbyszewski, ingénieur civil (10 actions) et ensuite en tant qu'étranger domicilié à Paris — Xavier Zbyszewski „industriel de Kiev” (50 actions)²⁴. Ce dernier, aussi polytechnicien de Paris et ancien officier de la marine russe mettant à profit ses relations en France, y a fait beaucoup de publicité sur les richesses naturelles de la Russie et a participé lui-même dans diverses opérations bancaires et industrielles dans la région Lyon—St. Etienne et sur le territoire de la Russie.

Au point de vue professionnel la composition des fondateurs français de la société „Huta Bankowa” est marquée par une représentation nombreuse d'ingénieurs et d'administrateurs d'établissements miniers et sidérurgiques, engagés directement dans la production (18 sur 24). Ce n'était donc pas une composition typique en comparaison avec les groupes de spéculateurs et de rentiers assemblés à cette époque autour des banques, entreprenant une activité de fondation sur le territoire de la France et à l'étranger.

D'autre part l'engagement d'ingénieurs et d'administrateurs dans cette activité constituait un phénomène caractéristique pour les grosses entreprises capitalistes. Cela témoignait de l'approchement de ces groupes professionnels vers les milieux industriels et bancaires, de leur liaison à leurs intérêts. On a pu observer sous peu des tendances analogues sur les terres polonaises.

Du point de vue de la répartition des actions entre les fondateurs on a pu remarquer au début des différences frappantes entre les contractants russes et français.

Selon le statut (article 30) uniquement les possesseurs d'au moins de 10 actions pouvaient participer aux assemblées générales, et avec

²⁴ C. Zbyszewski prenait part en tant que cofondateur de "La Banque de Lyon et de Loire", ainsi qu'aux opérations de groupes centres-gauches (Sawary). Voir: J. Bouvier: *Le Krach de l'Union Générale 1878—1885*, Paris 1960, p. 121—127.

C. Zbyszewski était l'auteur d'un bulletin propageant les richesses des gisements minéraux en Russie (1877) et de la brochure intitulée: „L'Exposition Nationale russe de Nijny-Novgorod et l'industrie russe” (Paris 1897), elle contient le texte du compte-rendu présenté à l'Association des Ingénieurs Civils à Paris, avec des digressions autobiographiques. AN, Paris F. 30, nr 328.

cela chaque 10 actions assuraient une voix. Toutefois les possesseurs de grands paquets d'actions pouvaient disposer au maximum de 50 voix. Partant de ce principe les propriétaires de la „Huta Bankowa” possédaient par leur fondé de plein pouvoir commun 50 voix, tandis que le groupe français avait en tout 60 voix. En outre on a introduit au présidium de l'assemblée les actionnaires „les plus forts” prenant part personnellement, ce qui assurait aussi au groupe français la direction des assemblées générales.

Les deux premières assemblées générales des actionnaires à caractère de constitution eurent lieu à Saint-Etienne le 14 et 27 août 1877 sous la présidence de F. F. Verdié²⁵.

Lors de la première assemblée on a adopté une résolution sur l'entrée en vigueur des actes de fondation (statut, déclaration, subscription et listes de versements). Lors de la seconde on a adopté un rapport sur les apports de patrimoine des fondateurs de la société, rapport basé sur l'inventaire fait à la „Huta Bankowa”, ainsi que l'on a effectué l'élection du Conseil d'Administration, c'est-à-dire de la direction²⁶.

Selon le statut elle devait se composer d'au moins de neuf et au plus de douze membres choisis parmi les possesseurs d'au moins de 50 actions (article 17). Ce privilège incombait à un petit groupe de neuf actionnaires-fondateurs et on les a élu au Conseil d'Administration.

La composition du premier Conseil d'Administration de la Société de la „Huta Bankowa” était la suivante: A. Plemiannikow, C. Strzelecki, le sénateur L. Arbel, les ingénieurs: G. Chanove, E. Crozet, J. Mirc, F. F. Verdié, E. Verdié et C. Zbyszewski.

En résultat le groupe français comptait six membres du Conseil sur neuf. Disposant d'une quantité relativement petite d'actions il a su s'assurer la majorité aux assemblées générales et subordonner les organes

²⁵ Société Anonyme des Forges et Aciéries de Huta Bankowa. Procès-verbal de la première Assemblée Générale des Actionnaires, tenue le 14 août 1877. Selon la liste de présence, 17 actionnaires y participèrent et 5 per procura, représentant en tout 12 500 actions (y inclus les 12 000 actions de C. Strzelecki). On y a aussi pris connaissance du texte de la concession délivrée par le Comité pour les Affaires du Royaume de Pologne du plein pouvoir pour C. Strzelecki ainsi que de sa déclaration sur l'autorisation des autorités d'importer sans taxe douanière l'équipement pour la „Huta Bankowa”. On y a nommé un „Commissaire” (l'ingénieur Clamens), participant de la Commission passant en revue la „Huta Bankowa” (en mars 1877), pour dresser un rapport sur l'état du patrimoine de la société.

²⁶ Comme supra: Procès-verbal de la deuxième Assemblée Générale des actionnaires, tenue le 27 août 1877. On a élu à la direction entre autres C. Strzelecki qui devint possesseur de 50 actions qui lui avaient été cédées par Plemiannikow. L'ingénieur Gabriel Chanove figurait sur la liste de souscription avec 10 actions, il manque de données comment il a complété ce paquet jusqu'à 50 actions, exigées par le statut.

exécutifs. En réalité il a pris en mains la direction des intérêts de la Société „Huta Bankowa”.

Conformément aux exigences des autorités russes, l'un des administrateurs demeurait tout le temps comme „délégué” à Dombrowa et transmettait les ordres du Conseil d'Administration à la direction locale.

Le Conseil d'Administration possédait selon le statut (article 24) de très larges compétences et représentait à l'extérieur la Société dans toutes les affaires administratives, de patrimoine et commerciales. Il décidait des transactions achat-vente des immeubles, de crédits et dans toutes les affaires intérieures de gérance, concernant l'organisation et l'économie de la production, des cadres etc. La Commission de Révision (siégeant à Saint-Etienne) acceptait de règle ses décisions²⁷.

Le président avait une position décisive dans le Conseil d'Administration; le statut prévoyait un droit illimité de sa réélection (article 20). En pratique c'est une direction personnelle de la gestion des intérêts de la Société qui s'est formée. Vu la composition spécifique des actionnaires de la Société „Huta Bankowa” le président était l'homme de confiance des propriétaires (A. Plemiannikow et A. Riesenkauf). Il agissait cependant avec l'appui de la direction, ce qui lui donnait une grande indépendance et lui permettait d'avoir une pleine mobilité opérationnelle dans le domaine de tous les contacts extérieurs, soit entre Dombrowa-Pétersbourg, soit entre Paris-Lyon-St. Etienne.

Le témoignage de la stabilité de cette fonction suprême en est donné par la liste des présidents successifs de la direction de la Société „Huta Bankowa”, cette fonction étant remplie d'ordinaire à vie.

Le premier fut l'ingénieur F. F. Verdié qui a fait montre d'une grande énergie dans l'organisation de la nouvelle entreprise „Huta Bankowa” et dans la préparation à la reconstruction des établissements. Il est mort inattenduement à Dombrowa en avril 1878²⁸.

Avec la mort de F. F. Verdié le groupe français a connu un changement d'influence: cette influence fut perdue dans une grande mesure par les fondateurs représentant la région de Saint-Etienne en faveur des

²⁷ On a élu la Commission de Révision lors de l'Assemblée Générale du 27 août 1877 à Saint-Etienne, cette commission se composant de deux personnes: F. Girard, chef de l'administration de la Société des Houillères à Saint-Etienne et M. Madignier, commerçant à Saint-Etienne.

²⁸ La notice nécrologique du Mémorial de la Loire du 29 mai 1878: „M. Verdié avait entrepris en 1877 la fondation d'un vaste établissement métallurgique en Russie pour la fabrication des rails d'acier. Ce fût la célèbre Société Anonyme des Forges et Aciéries de Huta Bankowa à Dombrowa (Pologne-Russe), dont il fut nommé président du conseil d'administration. Il voulait assister à la mise en train des ateliers, mais il succomba à une fluxion de poitrine (1878), peu de jours après son arrivée dans le pays. Huta Bankowa fût le point de départ de plusieurs essais, les années suivantes, pour la création d'usines franco-russes”.

représentants de la bourgeoisie de Lyon, jusqu'alors peu actifs. En résultat d'un compromis les premiers conservèrent le poste d'administrateur délégué à Dombrowa et dirigeaient là la reconstruction des établissements.

Le président suivant du Conseil d'Administration de la Société „Huta Bankowa”, à partir de juillet 1878, fut Jean Bonnardel (junior)²⁹, représentant d'une dynastie de grande bourgeoisie lyonnaise. Il s'est distingué en tant qu'organisateur d'entreprises de navigation: de la Compagnie de navigation sur le Rhône, ensuite des Compagnies réunies de navigation intérieure sur le Rhône et le Rhin, et avec le temps en tant que cofondateur de compagnies internationales de navigation transocéaniques³⁰.

Il s'intéressa aussi aux constructions ferroviaires quoique bien longtemps il y voyait un concurrent pour ses entreprises de navigation. La participation à des constructions ferroviaires l'engagea à donner son accès à des entreprises minières et sidérurgiques à la Société des Fonderies de l'Horme et autres. Il participa dans les années 1871—1881 à des entreprises de fondation sur le territoire de l'Etat Russe (dans l'Oural, au Caucase et près de Minsk).

J. Bonnardel, s'engageant avec l'appui des cercles bancaires dans les grandes opérations de fondation à l'échelle internationale, y a poussé aussi dans cette voie la Société „Huta Bankowa”, la traitant en tant que base pour ses intérêts plus larges sur les territoires du Royaume de Pologne et ceux de la Russie.

Le début de l'activité du nouveau président de la „Société des Forges et Aciéries de Huta Bankowa” s'est heurté cependant à d'importantes difficultés d'organisation et financières, de même dans la région Lyon—St. Etienne que sur le territoire de Royaume de Pologne.

Dans la région Lyon—St. Etienne, vu les tendances accrues de concentration, on a essayé de fusionner la Société de Firminy avec la So-

²⁹ Le nom de J. Bonnardel ne figurait pas sur la liste des fondateurs de la „Société Anonyme des Forges et Aciéries de Huta Bankowa”. Les circonstances de son élection ne sont pas connues jusqu'à présent à la lumière des documents. Il aurait pu être lancé par C. Zbyszewski, proche compagnon de A. Plemiannikow, opérant dans les cercles bancaires et industriels de Lyon.

³⁰ J. Bonnardel participait en dehors de la Société Huta Bankowa dans l'organisation des sociétés suivantes: Société Franco-Russe de l'Oural, de Lenino (Minsk), Société Foncière et Forestière, Compagnie Générale d'Exploitation des nappes et des pétroles du Caucase. Voir le bulletin: Création d'une Société métallurgique Franco-Russe pour l'exploitation des domaines de M. le prince Serge Golitzine dans l'Oural, gouvernement de Perm (Russie). Imprimé à Lyon le 12 juin 1879. Crédit Lyonnais, Administration; Paquet 12 (du portefeuille de J. Bouvier). Pour les détails biographiques voir J. Bouvier: *Une dynastie d'affaires lyonnaise au XIX^e siècle. Les Bonnardel*. Revue d'histoire moderne et contemporaine 1955, II, p. 185—205.

ciété de la Horme représentée par J. Bonnardel, ce qui aurait également des conséquences importantes indirectes pour le sort de la „Huta Bankowa”. Cette fusion avait l'appui des représentants de premier plan de la banque lyonnaise „Crédit Lyonnais” elle fut cependant paralysée par l'action concertée de la majorité des actionnaires de la Société de Firminy. Cet incident a jeté une certaine lumière sur l'intérêt de la banque lyonnaise dont le client fut dès sa création la Société „Huta Bankowa”³¹.

Analysant le mécanisme de la formation des entreprises de nouveau type — des sociétés anonymes — sur le territoire du Bassin de Dombrowa à la fin des années 1870 on aperçoit le rôle différencié des banques.

La Banque Franco-Italienne en tant que cofondateur de la Société Anonyme Française et Italienne des Houillères de Dombrowa a fait des investissements directs. Toutefois dans l'action de fondation de la Société „Huta Bankowa” on n'a pas réussi à établir à la lumière des sources la participation directe de la banque „Crédit Lyonnais”. Le „Crédit Lyonnais” créé dans le milieu lyonnais en 1863 devint après quinze ans l'une des plus grandes banques de France disposant d'un réseau largement développé de succursales et d'agences à l'intérieur du pays et à l'étranger. Son agence permanente à Pétersbourg était au service (escomptes, émission d'actions, crédits à court terme) de nombreuses entreprises françaises, se formant sur le territoire de l'empire russe. Toutefois la direction de la banque „Crédit Lyonnais” recommandait à l'agence une politique très circonspecte, se limitant aux opérations purement bancaires. Il entreprenait des démarches en vue de prendre part aux émissions de grands emprunts de l'Etat pour la construction des chemins de fer en Russie, car garantis par le gouvernement, ils assuraient des profits sûrs.

Par contre il évitait d'engager ses propres capitaux directement dans les opérations de créations industrielles et le risque lié à l'octroi de crédits à ces fins. La direction a créé un „bureau d'études” économiques spécial pour analyser la conjoncture sur le marché de crédit de la France et d'autres pays, entre autres de la Russie; il rassemblait aussi des informations sur la situation financière de ses clients.

Le „Crédit Lyonnais” a effectué l'opération de l'émission des actions de la „Société des Forges et Aciéries de Huta Bankowa” par l'intermédiaire de ses succursales à Paris, Lyon et Saint-Etienne et l'agence de Pétersbourg. Il a refusé par contre la réalisation de l'émission de

³¹ Entre autres, le directeur de la centrale de la banque „Crédit Lyonnais”, Letourner, a travaillé en faveur de la fusion. Sur la base des archives lyonnaises de la banque „Crédit Lyonnais”.

J. Bouvier: *Le Crédit Lyonnais de 1863 à 1882. Les années de formation d'une banque de dépôts*, tome II, Paris 1961, p. 396.

l'emprunt par obligations malgré l'appui donné à cette affaire par l'agence de Pétersbourg. Cette décision découlait de l'évaluation critique de l'état des finances de la nouvelle entreprise. Néanmoins la conclusion de la Commission de Révision présentée à l'assemblée générale des actionnaires le 27 août 1877, présentant avec grand optimisme les perspectives de développement de la „Huta Bankowa” était tout-à-fait juste: „On a créé la Société dans des conditions avantageuses et au moment le plus favorable pour son développement ultérieur. La production est destinée directement au gouvernement et grâce à un privilège spécial les machines et le matériel que la Société doit transférer à Dombrowa pour compléter l'équipement ne seront pas chargés à la frontière russe d'aucune taxe douanière. Il faut constater que notre entreprise est entourée d'une pleine protection et de toutes les garanties que l'on pouvait acquérir légalement”³².

*

*

*

La procédure présentée ci-dessus de la transformation de la structure de propriété de l'ensemble des établissements miniers et sidérurgiques anciennement gouvernementaux dans le Bassin de Dombrowa donne le fondement à quelques conclusions plus générales, concernant l'industrialisation des territoires „attardés”:

1. Les conditions génétiques de la pénétration des capitaux étrangers dans l'industrie du Royaume découlaient de l'inégalité du bouleversement technique et de la cadence de l'industrialisation des différents territoires de l'Europe. Le Royaume de Pologne après 1864 se caractérisait par la prépondérance d'une structure agraire semi-féodale, un bas niveau de la base technico-matérielle pour l'industrie lourde, une pénurie de moyens d'investissement pour sa modernisation après la limitation de l'activité de la Banque de Pologne.

2. La procédure de désétatisation des établissements miniers et sidérurgiques gouvernementaux dans le Bassin de Dombrowa et leur prise en possession par des propriétaires (éventuellement des gérants) des établissements de l'industrie lourde; d'autre part la désétatisation solider les formes semi-féodales de propriété des richesses naturelles et des établissements de l'industrie lourde; d'autre part la désétatisation a ouvert la voie à des entreprises de type nouveau.

3. Les stimulants à la modernisation des entreprises découlèrent avant tout de la sphère du marché: de la conjoncture relativement favorable après 1870 en Russie et dans le Royaume de Pologne et de

³² Rapport de la Commission nommée pour la vérification des apports de la Société (Anonyme de Huta Bankowa), 27 août 1877, Greffe du Tribunal nr 1383, p. 73.

dépression — après 1873 dans les pays industrialisés de l'Europe. En outre — ont joué les changements dans la dislocation géographique de l'industrialisation des pays développés, notamment le déclassement des „anciennes” régions minières et sidérurgiques, entre autres de la Région Lyon — St. Etienne. Les perspectives de développement des jeunes bassins, entre autres de celui de Dombrowa favorisaient la liaison des intérêts des entrepreneurs occidentaux menacés par la dépression et ceux des propriétaires semi-féodaux des terrains de matières premières dans le Royaume de Pologne avec les intérêts des représentants du capital bancaire cherchant un placement à hauts profits.

4. Le rôle d'initiateurs dans l'activité de fondation a été joué d'une part — par les représentants des banques de „nouveau type” (de Lyon et de Paris) intéressés à un profit supplémentaire et les entrepreneurs de la Région Lyon — St. Etienne, exportateurs d'équipement technique, et d'autre part — par les propriétaires de terrains miniers intéressés à multiplier leur rente et ceux des établissements sidérurgiques dans le Bassin de Dombrowa.

Les cadres administratifs et techniques des deux côtés ont entrepris le rôle d'organiseurs.

En résultat, sur la base des matières premières et des combustibles du Bassin de Dombrowa, on créa de grandes entreprises modernes industrielles dans des conditions de sous-développement de l'infrastructure locale et d'une économie semi-féodale de l'agriculture et de l'industrie de cette région.

5. Le modèle de grande entreprise capitaliste ouest-européenne a été adapté formellement aux conditions du pays. Au point de vue de la structure juridico-organisationnelle les sociétés de personnes nouées au début, basées sur le système russe de concessions se transformèrent vite en société anonyme sur le principe du système français d'enregistrement. Leur structure mixte de propriété était basée sur l'apport des propriétaires des terrains de matières premières et d'immeubles et sur les apports de capitaux de la part des gérants étrangers.

6. L'organisation intérieure des entreprises garantissait par le statut la direction du groupe des capitalistes étrangers. Le centre de la disposition financière et le siège de la direction demeuraient en France d'où on transmettait les instructions courantes au directeur délégué pour la direction.

En conclusion nous pouvons constater que l'installation des sociétés anonymes françaises dans le Bassin de Dombrowa était liée dans la première phase à des investissements et à la reconstruction technique des établissements. Elle accélérât donc la révolution technique et le développement général de la production dans les branches de base de l'indu-

strie lourde. Les tendances ultérieures de développement les fonctions de ces entreprises dans l'économie locale dépendaient de la répartition des revenus: leur réinvestissement dans le pays, par exemple par la Société „Huta Bankowa”, servait à la poursuite de l'industrialisation tandis que leur transfert direct à l'étranger, par exemple par la Société Française et Italienne, constituait une forme semi-coloniale d'exploitation.

Traduit par
Z. KOWALCZYK